

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf.: DCPI-BICPE - LR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ALIPHOS ROTTERDAM BV
de respecter les articles 1.5.1 et 4.3.14 de l'arrêté d'autorisation
d'exploitation du 25 novembre 2016 concernant le site de DUNKERQUE**

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord,
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu l'article L171-8 du Code de l'Environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie,
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région
des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité
de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 novembre 2016 à la société ALIPHOS ROTTERDAM BV
pour l'exploitation d'une installation de production de phosphate destinée à l'alimentation animale à
DUNKERQUE, Port 4404, Route de Mardyck et plus particulièrement les articles 1.5.1 et 4.3.14 ;

Vu le rapport du 20 septembre 2018 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant le
28 septembre 2018 conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

.../...

Considérant que lors de la visite du 11 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *les installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées ne sont pas celles indiquées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter,*
- *2 tours aéroréfrigérantes de 1490 kW chacune sont présentes au lieu de 3 tours d'une puissance thermique évacuée totale de 2900 kW,*
- *la quantité présente d'eau de Javel est de 93 tonnes et non 83,5 tonnes comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter,*
- *les limites ICPE ne sont pas celles du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.*
- *le parking B040 et le bassin de tamponnement des eaux pluviales B022B prévus dans le dossier initial n'ont pas été aménagés car ils se situent hors des limites ICPE actuelles,*
- *le volume du bassin de tamponnement B023 a été réduit à 1056 m³ contre 1500 m³ prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, cette modification a été portée à la connaissance du Préfet postérieurement à la mise en service sans justifier du respect de la doctrine Eaux Pluviales du Nord,*

Considérant que ces modifications notables n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation avant de les mettre en œuvre,

Considérant que suite à la visite du 11 janvier 2018, l'inspection a demandé que l'exploitant dépose sans tarder un porter-à-connaissance avec les éléments d'appréciation,

Considérant que lors de la visite du 11 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *la campagne d'analyse sur le rejet n°1 prévue à l'article 4.3.14 n'a pas été réalisée.*

Considérant que suite à la visite du 11 janvier 2018, l'exploitant s'est engagé à réaliser cette campagne d'analyse les 6 et 7 février,

Considérant que lors de la visite du 28 août 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *le porter-à-connaissance des modifications de l'installation telles que construites n'a pas été déposé,*
- *la campagne d'analyse sur le rejet n°1 prévue à l'article 4.3.14 n'a pas été réalisée.*

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.5.1 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2016 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ALIPHOS ROTTERDAM BV de respecter les dispositions des articles 1.5.1 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société ALIPHOS ROTTERDAM BV dont le siège social est situé Zevenmanshaven Oost 139-3133 CA Vlaardingen aux Pays-Bas pour son établissement situé 4404 Route de Mardyck 59140 DUNKERQUE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

Articles visés de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2016	Délai associé
<u>Article 1.5.1 Porter à connaissance</u> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.	3 mois à compter de la notification du présent arrêté
<u>Article 4.3.14 Campagne d'analyses</u> Dans le mois suivant le démarrage du site, une campagne d'analyses portant sur la qualité des eaux du rejet N° 1 doit être effectuée. Les paramètres analysés lors de cette campagne sont : <ul style="list-style-type: none">• débit ;• concentrations et flux en DCO, DBO5, MES, azote, calcium, aluminium, fer, arsenic, bore, baryum, cadmium, cyanures, cobalt, chrome, cuivre, fluor, mercure, lithium, magnésium, nickel, sodium, phosphore, plomb et zinc. Les résultats de cette campagne avec les commentaires de l'exploitant doivent être transmis dès réception à l'inspection des installations classées.	3 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 2: Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

.../...

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 14 NOV. 2018

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Thierry MAILLES

